

SECTEUR SOCIAL Une aide au logement dédiée pourra être créée pour compenser le déséquilibre du budget entraîné par l'obligation de ne travailler qu'un jour sur deux.

Des « caisses d'allocations familiales » compenseront les pensions alimentaires qui ne pourront plus être versées par les débiteurs de pensions ne travaillant qu'un jour sur deux.

EMPLOI Pour stimuler l'emploi de manière efficace, on peut mettre en place un revenu de transition écologique. Ce RTE⁸ est un droit à un revenu monétaire et à une formation. Il sera destiné aux personnes mettant en œuvre une activité d'urgence écologique.

Les réserves d'emplois seront fabuleuses car la société fera alors le choix d'une agriculture décarbonée et biologique. Une telle agriculture mobilisera une part nouvelle de la population active, selon les modèles adoptés et les techniques disponibles.

AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES Il conviendra d'enrayer les opérations spéculatives dans le secteur immobilier en mettant un terme à la création de métropoles. Il faudra rapprocher les lieux de résidence des espaces agricoles afin de réduire le temps et la dépense énergétique liés au transport.

Évidemment, on ne peut pas cesser de se nourrir un jour sur deux. Mais selon le département de l'ONU qui gère l'agriculture et l'alimentation, on produit actuellement deux fois de quoi nourrir la planète: les famines sont dues à la spéculation sur les matières premières agricoles. Actuellement, un grain de blé est acheté et revendu plus de 100 fois avant d'arriver dans notre assiette. Il suffit d'interdire cette spéculation pour que l'alimentation ne soit plus un problème.

Il faudra donc d'une part, démanteler les lobbies semenciers/agrochimiques dans le domaine agricole, mais aussi mettre un terme définitif aux actions spéculatives liées aux denrées agricoles, ce qui passera par une réglementation des marchés financiers.



AGISSONS SANS TARDER

Le réchauffement climatique est exponentiel.

Le **système 1 sur 2** est une riposte rapide, dictée par l'urgence. Pour réussir, il doit être adopté par un maximum de pays. Chaque peuple doit faire pression sur son gouvernement pour le mettre en œuvre le plus rapidement possible.

Vous vous demandez souvent « que puis-je faire à mon niveau ? » C'est le moment d'agir : à vous de faire connaître cette solution. À vous de la réclamer.

**Nous pouvons encore échapper au pire.
Mais nous devons agir, ensemble, aujourd'hui.**

¹ Hervé Le Treut (GIEC) / ² Étude CIRAD / ³ Professeur Jean-Michel Clavier / ⁴ *Retour sur terre*, D. Bourg et J. Chapoutot. PUF 2020 / ⁵ *Climat: la guerre de l'ombre*, Yannick Jadot et Léo Quievreux / ⁶ André Gennesseaux / ⁷ *A climate Pact for Europe*, Hessel, Jouzel, Larrourou. Bristol University Press, 2021 / ⁸ *Pour un revenu de transition écologique*, Sophie Swaton. PUF 2018.

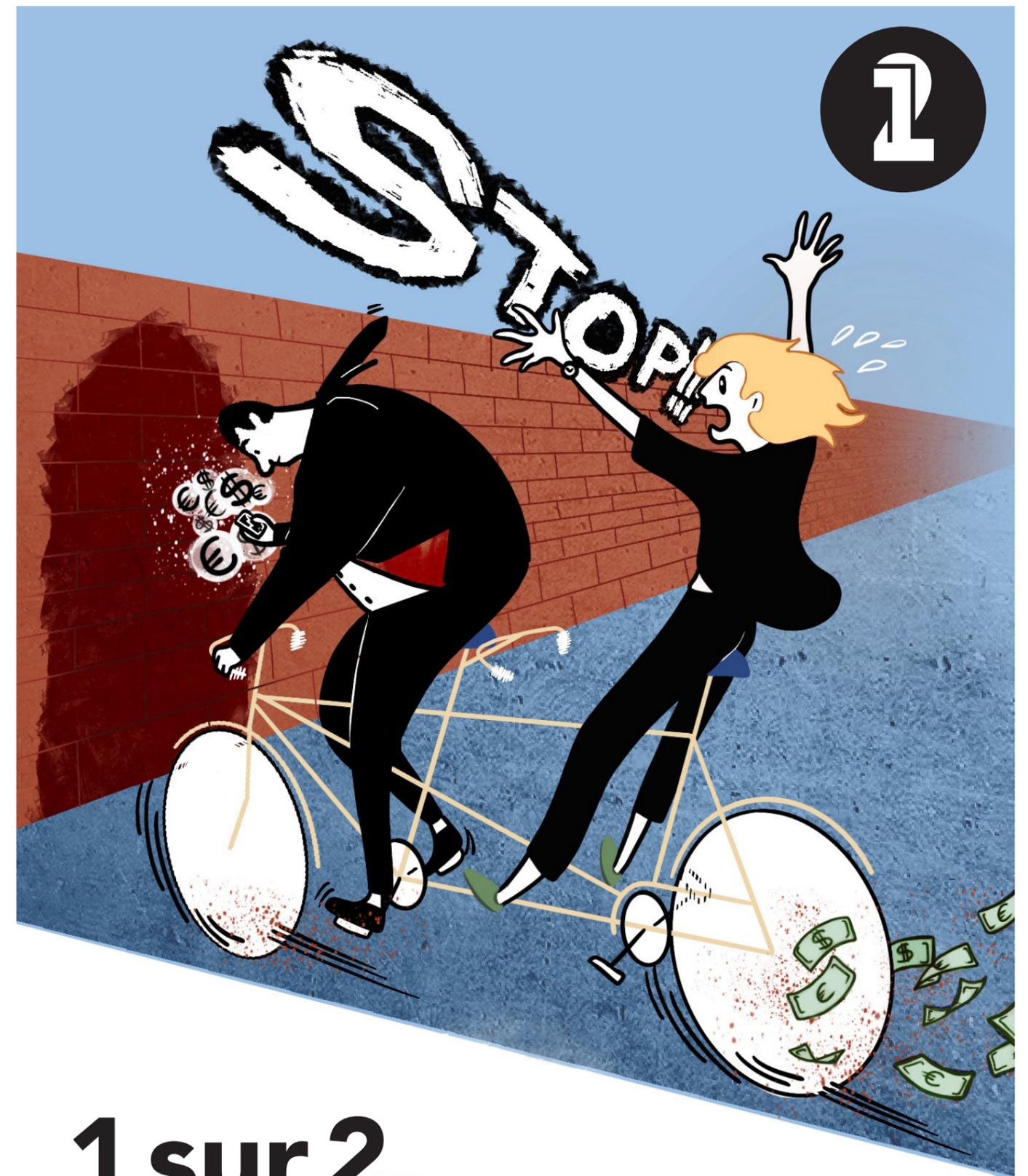
Cette initiative a été conçue par des économistes, juristes, médecins, collectif de citoyens.

Autres langues disponibles sur le site sos-climat.org

[sos climat](https://sos-climat.org) | sos-climat.org | contact@sos-climat.org

[exister demain](https://exister-demain.org) | exister-demain.org | exister.demain@gmail.com

Ne pas jeter dans la rue ni dans la nature.



1 sur 2

Agir rapidement sur le réchauffement
climatique

L'emballlement climatique est exponentiel¹.

Les pays n'ont pas su agir à temps pour l'enrayer. Les tentatives de responsabilisation des individus, des entreprises, de l'industrie, du monde agricole, ont eu très peu d'effets.

L'économie mondialisée est un fléau : en 150 ans, nos activités ont fait monter le niveau de dioxyde de carbone dans l'atmosphère de plus de 40 %.

Toutes nos actions auraient dû prendre en compte depuis longtemps le danger d'extinction qui nous menace. En effet, les forêts de la planète qui stockent le carbone deviendront, à leur tour, émettrices de carbone si la température augmente de seulement deux degrés : à partir d'une température de 32° C diurnes, le processus de stockage du CO₂ par les arbres s'inverse².

Les conséquences sur nos vies sont déjà visibles. Si l'on ne veut pas passer notre temps à gérer les catastrophes dues au dérèglement climatique (sécheresses, incendies, inondations, tempêtes, réactivation de virus jusqu'alors conservés dans le permafrost³...), il faut agir très vite.

La suite, on la connaît : les coups de frein brutaux imposés à l'économie par ces problèmes seront de plus en plus nombreux. Elle ne pourra pas fonctionner longtemps sans s'effondrer.

Pour éviter le chaos, le groupe international d'experts sur le climat (GIEC) appelle à une baisse de la moitié de nos émissions de CO₂ au niveau planétaire, d'ici 2030. Il nous reste 9 ans...

Que faire ?



SOYONS EFFICACES

Pour contrer un phénomène exponentiel en si peu de temps, l'urgence réclame un système simple, efficace, universel, et rapide à mettre en œuvre.

Pour ralentir nos excès productifs toxiques sans créer de problèmes entre pays, il faudra en outre que tous les États s'unissent contre le fléau : la solution devra être équitable et acceptée par tous les habitants de la planète.

Nous nous sommes laissés dépasser. Les remaniements en profondeur qui auraient dû débiter il y a 30 ans n'ont pas été mis en œuvre. Il est trop tard ? Nous n'avons plus assez de temps ?

Alors, agissons... sur le temps.

Décidons qu'un jour sur deux est un jour de repos pour la planète et ses habitants. Un jour sur deux, rien de ce qui pollue ou accélère le réchauffement climatique ne roule, rien ne vole, rien n'est produit par des procédés polluants (en cas d'impossibilité technique, l'alternance pourra être d'une semaine ou d'un mois sur deux).

FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME 1 SUR 2

Ce **système 1 sur 2** freinera l'emballlement climatique et nous donnera un sursis, une ultime possibilité de prendre les mesures de fond indispensables.

Cette solution a toutes les chances d'être bien acceptée par les habitants de la planète. En effet, l'humain, lui aussi, a besoin de souffler : la fatigue est une plainte récurrente chez des centaines de millions d'individus.

Les actions de fond à réaliser sont déjà connues : il s'agit juste de les mettre en œuvre. Voici quelques unes des plus pertinentes, certaines issues des ouvrages *Retour sur terre*⁴ ou *Climat : la guerre de l'ombre*⁵. Il faudra mettre fin au système navrant des crédits carbone. Cesser de subventionner les

énergies fossiles. Booster les énergies renouvelables pour utiliser directement l'électricité, mais aussi les stocker grâce à des volants d'inertie⁶ ou sous forme d'hydrogène vert pour alimenter les véhicules, les avions, les cargos.

De nouvelles règles du commerce international autoriseront un protectionnisme fondé sur la préservation de la santé et de l'environnement, avec relocalisation des activités de première nécessité, fabrication de produits durables, réparables...



Les rachats de brevets innovants pour préserver la planète tomberont directement dans le domaine public, s'ils ne sont pas utilisés dans des applications concrètes, dans l'année même de leur rachat.

Des instances internationales comme l'ONU pourront rédiger une déclaration universelle pour une politique du vivant, qui déterminera les besoins humains à satisfaire. Elle décrira la réorganisation nécessaire de nos vies pour que le repos entre 2 jours ouvrés ne soit plus seulement d'une nuit, mais d'une nuit, d'un jour et d'une nuit. Les « mois administratifs » feront 60 jours.

Les règles de fonctionnement du commerce international, soumises aujourd'hui à un libéralisme qui s'est révélé pernicieux, devront être amendées pour appuyer le système 1 sur 2.

Les États seront autorisés à instaurer des droits de douane dissuasifs à l'égard des pays qui ne souhaiteront pas l'appliquer (tout comme ils pourront le faire vis-à-vis des pays qui ne respecteront pas des normes de production suffisamment protectrices de la santé et de l'environnement).

Certes, la baisse de la production, des échanges, de l'activité globale, modifieront notre mode de vie : produire de la qualité et la produire sans polluer nous amènera à revoir nos habitudes de consommation.

Mais quelle importance si notre survie – et celle de nos enfants – est en jeu ?

FINANCEMENT⁷

Pour financer le système 1 sur 2, un large éventail de mesures s'offre à nous : pluralisme monétaire avec la promotion de monnaies locales permettant de stimuler l'activité locale, reprise en main du financement de la dette publique pour que les États ne perdent pas leur souveraineté en matière de politique économique, lutte déterminée contre l'évasion et la fraude fiscale, encadrement des dividendes...

Au niveau international il est possible de mettre en place une taxe Tobin « verte », qui rendra beaucoup moins attractives les opérations financières spéculatives et soutiendra l'indispensable transition écologique.

La diminution prévisible de revenus sera en grande partie compensée par la baisse du poste consommation de biens et la baisse importante du prix des denrées alimentaires (diminution des coûts de transports et suppression des coûts liés à la rémunération des monopoles dans le domaine agricole).

Il faudra préserver les postes vitaux des budgets des personnes (logement et nourriture). Ceux qui ont des crédits (immobiliers, consommation, travaux...) pourront, s'ils le désirent, voir leurs mensualités divisées par deux et bénéficier d'un étalement de la durée de leur prêt.

LOGEMENT On peut prévoir des règles générales : dans le secteur privé, le locataire ne paiera que la moitié de son loyer et le bailleur bénéficiera d'une déduction de son revenu imposable (égale à la moitié non perçue).